

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
PARTICULIERES
(C.C.T.P)**

**CAHIER DES CHARGES SCIENTIFIQUES
(C.C.S)**

Maître de l'ouvrage

ETAT - MINISTERE DES ARMEES

Représentant du pouvoir adjudicateur
désigné par arrêté du 22 juin 2007 modifié

Le directeur d'infrastructure de la défense de Fort-de-France (DID-FDF)

Objet du marché

Martinique (972) – Fort-de-France – Fort-Saint-Louis

Fouille archéologique préventive

CAHIER DES CHARGES SCIENTIFIQUE de la fouille archéologique préventive sise à :

COMMUNE : FORT-DE-FRANCE

Lieudit ou adresse : Fort Saint-Louis

Cadastre : Section : AR, Parcelle : 192, relative au projet d'aménagement « Restructuration de l'entrée de la base navale, Fort Saint-Louis »

En application de l'article 2 de l'arrêté n° 2025167-0001 SA du 16 juin 2025, la fouille préventive sera réalisée conformément au cahier des charges scientifiques ci-après :

LOCALISATION

Le terrain soumis à la fouille préventive se trouve en périphérie du cœur de Fort-de-France, surplombant la plage de la Française, au sein du Fort Saint-Louis. Ce secteur très riche historiquement et archéologiquement abrite les vestiges des évolutions architecturales du Fort, qui sont visibles en face de l'entrée dans le parc de la Savane, et dans les murailles et fortifications de l'actuelle base navale. Le terrain se situe dans la parcelle cadastrée AR 192, d'une superficie totale de 14 133 m² (**voir annexes 1a et 1b**).

DONNÉES TECHNIQUES

Emprise de la fouille : environ 1 270 m² (**voir annexe 1c**). La présence de nombreux réseaux réduit la surface de fouille de plusieurs centaines de mètres carrés (estimation de 300 m²).

Cadastre : Section AR, parcelle 192

Le terrain d'assiette du projet est occupé par trois bâtiments.

L'emprise se situe entre le rempart du bastion du Carénage, la route d'accès et le parking du Fort. Unique entrée de la base navale, la circulation des véhicules sera maintenue pendant l'opération. La moitié de l'emprise de fouille sert de zone de stockage d'ancres marines et de conteneurs installés sur une large dalle de béton. L'aménageur devra s'assurer de retirer ces éléments pour mener à bien l'opération.

La fouille se déroulant dans une enceinte militaire, l'accès nécessite des autorisations particulières délivrées par les services du ministère des Armées.

De nombreux réseaux actifs (électricité, eau, gaz...) traversent la parcelle. Ce sont des contraintes importantes à prendre en compte autant pour la mise en œuvre des mesures de sécurité que pour la conduite de la fouille.

Pour des raisons de sécurité, la zone de fouille devra être intégralement clôturée.

L'emprise de l'opération étant restreinte et limitrophe de l'accès à la base navale et à son parking principal, les terres de décapage ne pourront être stockées dans le périmètre de l'opération de fouille. Un lieu de stockage au sein du fort devra être identifié, ou alors il sera procédé à leur évacuation hors du Fort Saint-Louis.

L'apparition ponctuelle de la nappe phréatique à environ 1 m de profondeur nécessite la mise en place d'un système de pompage et la demande des autorisations afférentes au rejet des eaux.

CONTEXTE SCIENTIFIQUE

La prescription de l'opération de fouille archéologique est motivée par un projet de restructuration de l'entrée de la Base Navale de Fort-de-France, port d'attache de la Marine Nationale dans les Antilles françaises. Bien qu'installé sur un vaste éperon rocheux dominant la mer, le terrain d'assiette du projet se situe dans le prolongement du parc de la Savane, à une altitude d'environ 2 m NGM de moyenne. De nombreux remblais s'installent sur un substrat d'argile limoneuse compact homogène avec quelques blocs de roches métamorphiques et d'inclusions ferromanganèse (Coulaud, 2025).

La première fortification est implantée sur la presqu'île vers 1640 à l'initiative de Jacques Dyel du Parquet, gouverneur et lieutenant général de la Martinique. La fortification de l'isthme vise à défendre la baie du « cul-de-sac Royal », et prend alors l'aspect de simples palissades de bois défendant un fortin dans le même matériau.

Les maçonneries de pierre ne se généraliseront sur la fortification qu'à la seconde moitié du XVII^e siècle.

Les travaux de fortification s'accroissent sous la direction du gouverneur général de Baas à la faveur de la menace d'une flotte anglaise en 1666-1667. Les travaux sont représentés sur une carte illustrant l'attaque de la flotte hollandaise en juillet 1674, et qui voit la victoire de la garnison du fort. Une palissade aménageant plusieurs petits redans est visible au nord de l'éperon, ainsi qu'une batterie de treize pièces de canons installée sur le Carénage. Plusieurs bâtiments occupent l'intérieur du fort.

D'autres travaux conséquents sont projetés et effectués par l'Ingénieur du Roi Marc Payen en 1681, qui établissent quatre lignes de défense étagées. Un bastion du Carénage cerné par une douve et un redan du Carénage au nord-est, zone de l'entrée actuelle du fort, sont établis en 1684.

Le XVIII^e siècle voit surtout des modifications internes avec l'ajout de nouveaux bâtiments : en 1726, un plan illustre la présence d'une batterie de mortiers, d'un nouveau bâtiment des cuisines, de nouvelles casernes ou encore la construction de deux citernes. Un renforcement du fort est effectué à la suite du débarquement d'une importante force navale lors de la Guerre de Sept Ans (1756-1763). La Martinique devient anglaise jusqu'à la signature du traité de Paris à la fin du conflit, et de nouveaux travaux de fortifications sont effectués au retour de l'île dans le giron français. Le fort sert de base arrière aux forces navales françaises pendant la Guerre d'Indépendance américaine, ce qui engendre une forte activité provoquant de nouvelles améliorations et constructions. La colonie tombe à nouveau aux mains des Anglais entre 1794 et 1802, elle est reprise entre 1809 et 1814, réoccupée pendant les Cent-Jours pour finalement redevenir définitivement française.

Le XIX^e siècle est une période moins mouvementée pour le fort, qui continue malgré tout d'évoluer : les casernes de pierre remplacent définitivement les baraques en bois et l'on reconstruit les bâtiments à la suite de l'ouragan de 1817 (artilleries, écuries, infanteries...). La généralisation de l'utilisation de l'obus au cours du siècle fait perdre son importance stratégique à la fortification. De nouvelles pièces d'artilleries sont implantées à la toute fin du XIX^e siècle, puis le fort est partiellement remblayé après les deux guerres mondiales. Il abritera un zoo créé par le Père Pinchon, avant que la Marine Nationale ne prenne peu à peu possession de la place à partir de 1965.

Le diagnostic archéologique réalisé par Alexandre Coulaud (Inrap) en novembre 2024 a porté sur les 4 700 m² de l'entrée du fort Saint-Louis. Celle-ci étant l'unique accès à la base navale et le parking principal des visiteurs, ainsi que l'accès au club nautique et zone de dépôt de matériel, 2 383 m² de l'emprise étaient accessibles, et 306,5 m² ont été sondés. 11 sondages ont été répartis dans 5 secteurs permettant le phasage de l'opération selon les libérations progressives des contraintes.

Les structures archéologiques ont été retrouvées presque exclusivement dans le secteur B. Celles-ci ont été impactées par la présence de réseaux.

- la tranchée 4, implantée au contrebas du retour est-ouest du mur du Bastion du Carénage, a dévoilé deux maçonneries, le mur 407 pouvant être un vestige du premier rempart maçonné du fort, bâti avant les années 1680, alors que le second élément US 411 apparaîtrait au remaniement du tracé du rempart ;
- la tranchée 5 située à 7 m au sud-est de la précédente a révélé deux structures circulaires identifiées comme des zones de gâchage de chaux, en lien direct avec la construction et/ou le remaniement du fort ;
- le sondage 6 a mis au jour un mur orienté nord-sud qui n'a pas pu être daté ;
- les tranchées 9 et 11 ont livré des zones pavées de blocs et galets pris dans un mortier de chaux ainsi qu'un mur, éléments qui ont été rapprochés des bâtiments dessinés sur un plan de la fin du XIXe siècle, soit un lavoir, une fontaine, et un hangar pour les mulets. Ce secteur offre la possibilité d'étudier des structures jusqu'alors inconnues, dédiées aux activités annexes à la vie d'un complexe militaire ;

Ces divers éléments permettent de renseigner les modes de construction du fort et le premier état du Bastion du Carénage, ainsi que des bâtiments essentiels à la vie quotidienne de la garnison. Tous ces vestiges constituent des témoins uniques de l'histoire du fort Saint-Louis, de son installation au XVIIe siècle et aux divers remaniements et aménagements de la fin du XIXe siècle.

Bibliographie sélective :

Casagrande (F.) 2019 – Pavillon Hubert, Fort Saint-Louis, Fort-de-France, Martinique, rapport de diagnostic archéologique, Inrap, 90 p.

Coulaud (A.) 2025 – Fort Saint-Louis, restructuration de l'entrée de la base navale, Fort-de-France, Martinique, rapport de diagnostic archéologique, Inrap, 172 p.

Leti (G.), Elizabeth (L.), Vidal (J.) 2013 – Fort Saint-Louis, Parcours du Patrimoine, HC éditions, 79 p.

Mattioni (M.) 1983 – Sauvetage urgent. Découverte fortuite d'une sépulture, Fort Saint-Louis, Fort-de-France, Direction des Antiquités préhistoriques et historiques, circonscription archéologique de la Martinique, 7 p.

Veuve (S.) 1998 – Redan du Carénage, Fort Saint-Louis, Fort-de-France, Martinique, rapport d'opération de fouille préalable à des travaux de mise en valeur d'un monument historique, Service régional de l'Archéologie, 21 p.

Veuve (S.) 2000 – Base navale de Fort-de-France, Fort Saint-Louis, Martinique, rapport de diagnostic archéologique, AFAN, Fort-de-France, 20 p.

OBJECTIFS ET PRINCIPES MÉTHODOLOGIQUES

1) OBJECTIFS SCIENTIFIQUES

La fouille préventive a pour objectif de documenter l'organisation, les fonctions et la chronologie des ensembles de vestiges identifiés dans l'emprise du projet d'aménagement.

Il s'agit ici d'étudier et donc de préserver l'histoire de l'un des forts militaires les plus connus et les mieux conservés de la Martinique, toujours en activité, et dont les premières phases de construction sont encore peu décrites. L'opération s'appuiera pour ce faire sur le rapport de diagnostic d'Alexandre Coulaud (2025) et sur celui de Fabrice Casagrande (2019) réalisé à l'emplacement du pavillon Hubert.

Afin d'approfondir nos connaissances de ce site emblématique de l'histoire de la Martinique, les objectifs de cette nouvelle fouille seront de reconnaître et d'établir un plan d'organisation des vestiges mis au jour à l'entrée de la Base Navale, de relever l'ensemble des structures, de s'attacher à proposer une interprétation fonctionnelle des différents espaces identifiés et d'en assurer la datation par l'étude des éléments mobiliers.

Les éléments mobiliers seront mobilisés à l'effet de contribuer à l'interprétation fonctionnelle des installations et pour soutenir les interprétations chronologiques en tenant compte du contexte régional.

Pour résumer, les objectifs de l'opération sont les suivants :

- Mettre au jour l'ensemble des bâtiments et structures archéologiques concernées, reconnaître leur fonction et usage en offrant une étude chronologique. Il s'agira de relever en plan tous les éléments, de restituer leur organisation spatiale en lien avec les éléments bâtis en élévation (Bastion, remparts) et d'offrir une datation la plus précise possible ;
- Fouiller et étudier les éléments au sud du Bastion du Carénage et témoignant du premier état de celui-ci, ainsi que les structures liées à la construction des éléments maçonnés. Une attention particulière sera portée au lien fonctionnel et/ou chronologique entre les maçonneries et les cuvettes de gâchage de chaux ;
- Fouiller et caractériser les éléments de sol et de maçonneries des bâtiments annexes au sud de l'emprise, retrouver leur destination et chronologie, avant de les confronter aux archives cartographiques ;
- Rechercher les états antérieurs des structures maçonnées et donc les éventuelles traces de construction légères en bois (palissades, bâtiments sur poteaux) ;
- Caractériser les liens entre les vestiges archéologiques et les murs et murailles se trouvant aux abords de l'emprise ;
- Caractériser au mieux les différents types de structures présents notamment par l'analyse fine de la taphonomie des vestiges de toute nature (mobilier, etc.) et la composition des assemblages.

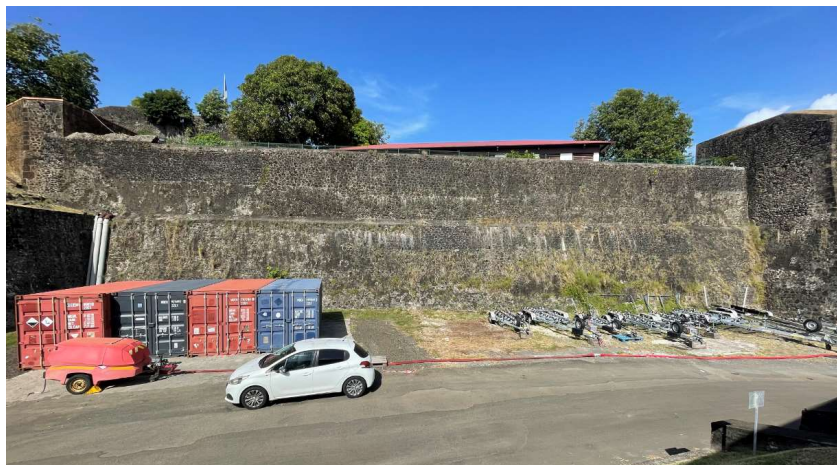
2) PRINCIPES MÉTHODOLOGIQUES

Préalablement à la fouille :

- L'aménageur (DID de Fort-de-France avec le concours de la base navale) aura retiré tous les éléments empêchant l'accès au terrain et à sa fouille (conteneurs, ancres et chaînes) ;
- L'opérateur d'archéologie préventive **aura procédé à la dévégétalisation du site** sur une surface correspondant à l'emprise totale de la fouille **et démolis les dalles de béton, sans sur-creuser le sous-sol.**

Les dalles de béton présentes ont les caractéristiques suivantes :

- 3 dalles principales d'une superficie totale d'environ 140 m² et présentant une épaisseur moyenne d'environ 10 cm.



À l'issue d'une phase de décapage mécanique des niveaux superficiels récents, la fouille sera conduite en privilégiant une approche extensive de façon à permettre l'acquisition d'un plan général, afin d'identifier de manière détaillée les différents éléments rencontrés et de délimiter et de caractériser les espaces.

Les niveaux archéologiques seront fouillés de manière adaptée pour en permettre l'analyse, la caractérisation (nature et fonction) et la datation. La fouille pourra être mécanisée, néanmoins sa mise en œuvre sera discutée au cas par cas entre la ou le responsable de l'opération et la conservatrice de l'archéologie lors des visites de contrôle scientifique et technique, la fouille manuelle des structures devant être privilégiée.

La fouille devra s'articuler autour de deux phases : la première étant de retrouver et d'étudier les structures maçonnées présentes sur le site, en précisant la stratigraphie et leur implantation dans l'organisation générale des vestiges ; la seconde devra porter sur le démontage des maçonneries et la fouille des niveaux sous-jacents afin de rechercher des structures fossoyées liées au premier état du fort militaire. Une attention particulière devra être portée aux recoupements de structures pouvant apporter des indications de chronologie relative. Ces points de jonction devront être fouillés manuellement. Les potentielles structures fossoyées devront être coupées et vidées (manuellement ou mécaniquement) en renseignant le remplissage stratigraphique et la présence de mobilier. La fouille devra atteindre les niveaux stériles.

Certains ensembles choisis après test sur les zones jugées favorables pourront faire l'objet d'un tamisage à maille fine de façon à recueillir les éventuels éléments mobiliers ou fauniques, notamment la microfaune vertébrée.

Le mode d'enregistrement, de traitement et d'exploitation des données stratigraphiques et les protocoles d'étude des ensembles mobiliers devront faire l'objet d'une présentation détaillée et argumentée dans le projet scientifique d'intervention.

L'ensemble des structures archéologiques découvertes fera l'objet d'un relevé systématique précis par un topographe, ainsi que des relevés de détail nécessaires (plans, coupes et élévations). Chaque structure sera fouillée en totalité, renseignée photographiquement, afin de permettre son interprétation, sa datation et de recueillir les données matérielles qu'elle recèle. Chaque artefact remarquable sera autant que possible géoréférencé.

L'étude des structures archéologique pourra être liée à une lecture des éléments bâtis en élévation, les sols étant possiblement associés à des anciens accès percés dans la muraille, et rebouchés depuis. Des relevés photogrammétriques ponctuels seront réalisés s'ils s'avèrent pertinents pour la compréhension de l'organisation spatiale des vestiges.

Un prélèvement des mortiers sera associé à l'étude du bâti et celle des maçonneries. Une analyse des échantillons sera engagée et les résultats comparés à ceux déjà obtenus lors d'autres opérations archéologiques (Fort Saint-Louis à Fort-de-France, fort de l'Îlet à Ramiers et Château Gaillard aux Trois-Îlets, rue Clavius Marius à Saint-Pierre, Habitation Céron au Prêcheur).

Si nécessaire, seront réalisés tous prélèvements utiles pour l'approche paléo-environnementale (sédimentologie, palynologie, carpologie, anthracologie, etc.), ainsi que des prélèvements de bois, charbon de bois, dans le respect des protocoles nécessaires pour effectuer les analyses ultérieures et les mesures d'âge radiocarbone.

Si les éléments mis au jour nécessitent une réorientation de la stratégie de fouille, le ou la responsable scientifique devra en informer le service de l'archéologie, qui organisera le cas échéant une réunion de chantier sur le terrain afin de faire le point sur les mesures nécessaires.

Les relevés graphiques devront être localisés sur un plan et une restitution de la cote d'apparition des vestiges et niveaux, ainsi que l'épaisseur des terres décapées, devront être figurés. Les limites de fouille seront géolocalisées précisément (Système géodésique : WGS84, projection UTM Nord fuseau 20 (EPSG :32 620). Les niveaux seront rattachés aux altitudes NGM.

Pour l'élaboration du projet scientifique d'intervention, l'opérateur prendra connaissance de la documentation scientifique consultable à la Direction des affaires culturelles de Martinique, Service de l'archéologie, selon les dispositions de la circulaire du 26 mars 1993, notamment les rapports correspondant aux opérations archéologiques réalisées à ce jour dans l'environnement du projet et de la bibliographie régionale.

En amont ou pendant la phase de post-fouilles, des recherches archivistiques devront être conduites afin d'exploiter les sources habituelles de la recherche historique et de les mettre en dialogue avec les données de terrain.

Au terme des travaux, L'opérateur devra procéder au rebouchage des zones ayant fait l'objet de fouilles archéologiques, afin de permettre la remise en exploitation du parking.

Les prestations comprennent :

- L'apport de matériaux de remblai conformes à la nature du support existant et aux prescriptions du maître d'ouvrage.
- La mise en œuvre du remblai par couches successives, avec arrosage et compactage mécanique approprié.
- La réalisation d'un compactage garantissant une portance suffisante pour le stationnement et la circulation de véhicules légers.
- La mise à niveau du sol fini en continuité avec les abords, de manière à restituer la planéité du parking et à éviter toute zone d'affaissement.
- L'évacuation éventuelle des déblais impropres au remblai vers une filière agréée.

La réception des travaux sera conditionnée à la conformité de la compacité et de la portance du sol avec l'usage attendu (parking VL).

Pour récapituler, le projet scientifique d'intervention devra entre autres présenter :

- les aspects logistiques : emplacement des installations de chantier, gestion des déblais, etc ;
- les modalités de décapage, le détail de leur mise en œuvre et les engins utilisés ;
- la méthodologie adoptée pour la fouille et les moyens mécaniques alloués ;
- le mode d'enregistrement des données (mobilier inclus) ainsi que le détail de leur mise en œuvre. Les systèmes d'enregistrement utilisés seront libres de droit ;
- la prise en compte des études environnementales ;
- un planning détaillé de la réalisation de la phase terrain.

Le Maître d'ouvrage mettra à disposition la distribution en eau et l'alimentation électrique pendant toute la durée des travaux. L'opérateur d'archéologie préventive sera en charge du raccordement de ces installations.

L'opérateur d'archéologie préventive devra maintenir en permanence le chantier et ses abords propres et sécurisés, en évacuant régulièrement déchets et gravats.

Dans l'éventualité où l'opérateur souhaiterait sous-traiter une prestation scientifique afférente à la fouille, il devra en faire la déclaration à l'État, Direction des affaires culturelles de Martinique, service de l'archéologie.

RESPONSABLE SCIENTIFIQUE

L'opérateur d'archéologie préventive choisi devra être agréé ou habilité pour les périodes moderne et contemporaine. Le responsable scientifique de l'opération devra être une ou un archéologue expérimenté en archéologie moderne et contemporaine, présentant des compétences en archéologie militaire et en étude du bâti et sera aguerri à la fouille archéologique de site stratifié en aire ouverte. Il assurera la direction effective de l'opération, tant sur le terrain qu'en phase d'étude, et sera assisté d'une équipe adaptée à ce type d'intervention. Il devra être en capacité de formaliser les résultats.

DURÉE PRÉVISIBLE DE L'OPÉRATION ET COMPOSITION INDICATIVE DE L'ÉQUIPE

1) DURÉE PRÉVISIBLE DE L'OPÉRATION

À titre indicatif, l'opération de fouille ne saurait pouvoir être menée pour une durée inférieure à 25 jours ouvrés sur le terrain. La post-fouille devra représenter au moins 100 % du nombre de jours/hommes prévu pour la phase terrain.

2) COMPOSITION INDICATIVE DE L'ÉQUIPE

L'équipe de fouille devra être composée d'archéologues aguerris à la réalisation de fouilles archéologiques préventives. Elle devra compter un effectif adapté et expérimenté (responsable de secteur, techniciennes et techniciens) et disposera ou fera appel aux compétences d'un/d'une topographe. **La fouille ne saurait pouvoir être conduite avec un effectif de moins de 5 archéologues de terrain.**

Le projet scientifique d'intervention devra indiquer la composition et les compétences de l'équipe de terrain et des spécialistes susceptibles de conduire les études particulières. Les effectifs seront définis en fonction de la durée de l'intervention et des objectifs scientifiques.

Le projet devra en outre indiquer :

- le nombre de techniciennes et techniciens de fouille et leurs compétences particulières, le cas échéant
- le nombre et les qualifications des spécialistes.

Pour la phase étude, outre la ou le responsable scientifique, la présence d'une équipe de spécialistes sera nécessaire pour les études :

- des mobiliers céramiques d'époque coloniale ;
- des mobiliers métalliques ;
- des mobiliers en verre ;
- des restes de faune terrestres et marines ;
- des documents historiques et archivistiques.

Les observations seront intégrées à la synthèse interprétative.

CONTRÔLE SCIENTIFIQUE

L'aménageur et l'opérateur sont tenus de faire connaître les dates de début et de fin de la fouille au moins 5 jours ouvrables avant le début de l'opération.

La conservatrice de l'archéologie procédera à des visites sur le terrain dans le cadre du contrôle scientifique et technique, conformément à l'article R523-60 du Code du patrimoine.

Avant le démarrage de l'opération, la ou le responsable scientifique qui sera désigné·e par l'État prendra contact avec la conservatrice de l'archéologie, afin de définir notamment les modalités et la périodicité des réunions d'information et de contrôle scientifique tant sur le terrain que lors de la phase d'étude.

Elle ou il informera de manière régulière par écrit (courrier ou messagerie électronique) la conservatrice de l'archéologie de l'état d'avancement de l'opération et de l'adéquation des moyens mis en œuvre pour la fouille préventive (travaux de terrain et phase d'exploitation des données). Elle/il prendra toutes les mesures conservatoires qui s'imposent pour le mobilier archéologique mis au jour.

Des réunions de chantier se tiendront à une fréquence hebdomadaire, à jour et heure fixés par la maîtrise d'ouvrage (aménageur). La présence de l'opérateur d'archéologie préventive, est obligatoire.

Elle/il devra informer immédiatement la conservatrice de l'archéologie de toute découverte archéologique d'intérêt majeur et prendre les mesures conservatoires nécessaires.

EXPLOITATION DES DONNÉES (POST-FOUILLE)

La phase d'exploitation des données (post-fouille) comprend, outre le traitement primaire et l'étude du mobilier archéologique issu de la fouille (lavage, remontage, consolidation et mise en état d'étude, dessin, photographie...), le contrôle et la mise en forme de l'enregistrement, des plans et des relevés, l'analyse chrono-stratigraphique, les travaux et analyses nécessaires à la compréhension des occupations, l'exploitation des sources archivistiques, la rédaction du rapport final d'opération et sa mise en forme.

L'étude du mobilier fera l'objet d'un soin particulier pour préciser la nature des différents espaces du site et la datation de ses différentes phases d'utilisation.

Cette phase, sauf dérogation, se déroulera sur le territoire de la Martinique, de façon à réduire les risques liés aux transports du mobilier et à permettre l'exercice du contrôle scientifique de l'opération.

À l'issue de la phase terrain, un projet de programmation des moyens prévus pour la phase post-fouille (compétences, planning, répartition des moyens) fera l'objet d'un échange avec le service de l'archéologie.

MOBILIER ARCHÉOLOGIQUE ET ARCHIVES DE FOUILLE

La totalité du mobilier archéologique devra être conditionné dans le respect des mesures de conservation préventive adaptées à chaque matériau. Il sera conditionné dans des sacs de type « Minigrip » rangés dans des bacs PVC non ajourés de norme européenne, de dimensions 60 x 40 cm, h. 11 cm qui seront fournis par l'opérateur (les caractéristiques pouvant être communiquées par la Direction des affaires culturelles). Un conditionnement spécifique adapté pourra être envisagé pour des mobiliers particuliers (mobilier fragile, dégradable ou objet de grande dimension). Chaque unité de conditionnement (sac) ne devra contenir que des objets provenant de la même unité d'enregistrement et seront triés par matériaux. Chaque contenant portera, de manière lisible et pérenne, le numéro du site archéologique et le code de l'opération qui sera communiqué au responsable scientifique lors de sa désignation. Les mobiliers instables (métaux en particulier) et les prélèvements seront conservés par l'opérateur en atmosphère contrôlée, dans des conditions climatiques permettant d'en limiter l'altération et la dégradation.

Les mouvements de mobilier archéologique hors de Martinique, pour analyse ou traitement, devront faire l'objet d'une autorisation spécifique délivrée par la Direction des affaires culturelles, Service de l'archéologie.

Les archives de fouille et le mobilier devront être remis à la Direction des affaires culturelles dans un délai n'excédant pas 2 ans après la fin des opérations de terrain, selon les normes définies par l'arrêté du 16 septembre 2004 portant définition des normes d'identification, d'inventaire, de classement et de conditionnement de la documentation scientifique et du mobilier issu des diagnostics et fouilles archéologiques. La remise du mobilier accompagné d'un inventaire papier, s'effectuera sur rendez-vous au Centre d'Études et de Conservation Archéologique (CCEA) en présence d'un agent du service de l'archéologie et d'un représentant de l'opérateur afin de vérifier la conformité du mobilier avec la liste d'inventaire.

RAPPORT DE FOUILLE : CONTENU ET DÉLAI PRÉVISIONNEL DE REMISE

Le rapport final d'opération sera remis au maximum 24 mois après la fin de l'opération sur le terrain. Il sera rédigé en français ainsi que l'ensemble de la documentation constituée lors de l'opération archéologique.

Il comportera tous les éléments prévus par l'arrêté du **27 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques**. Il comprendra une présentation synthétique, avec mise en perspective des résultats de l'opération intégrant l'état des connaissances sur les forts militaires antillais en s'appuyant sur les résultats des opérations réalisées sur des sites semblables.

L'inventaire détaillé du mobilier issu de l'opération sera joint en annexe. Le rapport final d'opération sera remis en 8 exemplaires papier et un exemplaire numérisé (format pdf).

COMMUNICATION – VALORISATION

Pendant la durée de l'opération, il pourra s'avérer important de valoriser auprès du public les découvertes réalisées, selon des modalités (portes ouvertes, conférences, plaquettes, visites de scolaires...) qui pourront être précisées par des accords particuliers associant le maître d'ouvrage, l'opérateur archéologique, la ou le responsable scientifique de l'opération et le service de l'État en charge du contrôle scientifique.